

ATTENDU QU'il est opportun d'augmenter le montant total des prix initiaux de ces billets, en circulation à quel que moment que ce soit, y compris ceux qui furent émis sous l'autorité du décret numéro 164-2001 du 28 février 2001, tel que modifié par les décrets numéro 343-2003 du 5 mars 2003, numéro 68-2006 du 14 février 2006, numéro 960-2006 du 25 octobre 2006, numéro 461-2007 du 20 juin 2007, numéro 7-2008 du 15 janvier 2008 et numéro 1156-2009 du 4 novembre 2009, et des décrets d'autorisation antérieurs à ceux-ci, à 49 000 000 000 \$ en monnaie légale du Canada ou l'équivalent en monnaie légale des États-Unis d'Amérique;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Finances :

QUE le décret numéro 164-2001 du 28 février 2001, tel que modifié par les décrets numéro 343-2003 du 5 mars 2003, numéro 68-2006 du 14 février 2006, numéro 960-2006 du 25 octobre 2006, numéro 461-2007 du 20 juin 2007, numéro 7-2008 du 15 janvier 2008 et numéro 1156-2009 du 4 novembre 2009, soit de nouveau modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa du dispositif, du nombre « 41 000 000 000 » par le nombre « 49 000 000 000 ».

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GÉRARD BIBEAU

54364

Gouvernement du Québec

### **Décret 816-2010, 29 septembre 2010**

CONCERNANT la désignation d'un juge coordonnateur à la Cour du Québec

ATTENDU QU'en vertu des articles 103 et 104 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., c. T-16), le juge en chef de la Cour du Québec désigne parmi les juges de la Cour, avec l'approbation du gouvernement, dix juges coordonnateurs et, de la même manière, détermine la durée de leur mandat qui est d'au plus trois ans;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 105 de la Loi sur les tribunaux judiciaires, le juge en chef détermine les districts judiciaires dont ils ont la responsabilité;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 856-2007 du 3 octobre 2007, monsieur le juge Maurice Abud était désigné de nouveau juge coordonnateur, que son mandat se termine le 8 octobre 2010 et qu'il y a lieu, conformément à la demande de la juge en chef, d'approuver son remplacement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Justice :

QUE soit approuvée la désignation, à titre de juge coordonnateur, pour les districts judiciaires de Chicoutimi, de Roberval et d'Alma, de monsieur le juge Pierre Lortie, à compter du 12 octobre 2010 jusqu'au 30 juin 2012.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GÉRARD BIBEAU

54365

Gouvernement du Québec

### **Décret 817-2010, 29 septembre 2010**

CONCERNANT la nomination des membres du comité de révision des dentistes

ATTENDU QU'en vertu de l'article 42 de la Loi sur l'assurance maladie (L.R.Q., c. A-29), le comité de révision des dentistes est composé de sept membres nommés pour un mandat n'excédant pas deux ans par le gouvernement, qui désigne parmi eux un président et un vice-président;

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 42 de cette loi, le mandat d'un membre d'un comité de révision ne peut être renouvelé consécutivement que deux fois;

ATTENDU QU'en vertu du troisième alinéa de l'article 42 de cette loi, à la fin de leur mandat, les membres d'un comité demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils aient été nommés de nouveau ou remplacés;

ATTENDU QU'en vertu du septième alinéa de l'article 42 de cette loi, ce comité comprend cinq dentistes, dont deux sont choisis parmi une liste d'au moins quatre noms fournie par l'Ordre des dentistes du Québec et trois autres sont choisis parmi une liste d'au moins six noms fournie par l'Association des chirurgiens-dentistes du Québec;

ATTENDU QU'en vertu du dixième alinéa de l'article 42 de cette loi, le sixième membre de ce comité, qui doit être un avocat dûment inscrit auprès du Barreau du Québec, est nommé sur la recommandation de l'Office des professions du Québec;

ATTENDU QU'en vertu du onzième alinéa de l'article 42 de cette loi, le septième membre de ce comité, qui est un fonctionnaire de la Régie de l'assurance maladie du Québec et qui n'a pas droit de vote, est nommé sur la recommandation de la Régie;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 880-2007 du 10 octobre 2007, la docteure Francine Lacroix était nommée de nouveau membre dentiste et désignée présidente du comité de révision des dentistes, que son mandat est expiré et qu'il y a lieu de le renouveler et de la désigner de nouveau présidente de ce comité;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 880-2007 du 10 octobre 2007, la docteure Sylvie Livernoche était nommée de nouveau membre dentiste et désignée de nouveau vice-présidente du comité de révision des dentistes, que son mandat est expiré et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 880-2007 du 10 octobre 2007, la docteure Chantal Lafrenière était nommée membre dentiste du comité de révision des dentistes, que son mandat est expiré, et qu'il y a lieu de le renouveler et de la désigner également vice-présidente de ce comité;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 880-2007 du 10 octobre 2007, les docteurs Suzanne Boivin et Claude Racette étaient nommés membres dentistes du comité de révision des dentistes, que leur mandat est expiré et qu'il y a lieu de pourvoir à leur remplacement;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 880-2007 du 10 octobre 2007, M<sup>e</sup> André Matteau était nommé de nouveau membre avocat du comité de révision des dentistes, que son mandat est expiré et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 880-2007 du 10 octobre 2007, le docteur André Vandal était nommé membre fonctionnaire du comité de révision des dentistes, que son mandat est expiré et qu'il y a lieu de le renouveler;

ATTENDU QUE les recommandations prescrites à l'article 42 de la Loi sur l'assurance maladie ont été obtenues;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Santé et des Services sociaux :

QUE la docteure Francine Lacroix, dentiste, Clinique dentaire Lacroix, soit nommée de nouveau membre dentiste du comité de révision des dentistes, sur la recommandation de l'Ordre des dentistes du Québec, pour un mandat de deux ans à compter des présentes;

QUE la docteure Chantal Lafrenière, dentiste, Clinique dentaire Côté et Lafrenière, soit nommée de nouveau membre dentiste du comité de révision des dentistes, sur la recommandation de l'Association des chirurgiens dentistes du Québec, pour un mandat de deux ans à compter des présentes;

QUE les personnes suivantes soient nommées membres dentistes du comité de révision des dentistes, sur la recommandation de l'Association des chirurgiens dentistes du Québec, pour un mandat de deux ans à compter des présentes:

— la docteure Suzanne Poirier, dentiste, Clinique dentaire Fortin-Poirier, en remplacement de la docteure Sylvie Livernoche;

— le docteur Matthieu Ménard, dentiste, Centre dentaire Matthieu Ménard, en remplacement du docteur Claude Racette;

QUE le docteur Louis Bélanger, dentiste en pratique privée, soit nommé membre dentiste du comité de révision des dentistes, sur la recommandation de l'Ordre des dentistes du Québec, pour un mandat de deux ans à compter des présentes, en remplacement de la docteure Suzanne Boivin;

QUE M<sup>e</sup> Marie-Claude Landry, avocate émérite, Landry Boucher & associés avocats inc., soit nommée membre avocate du comité de révision des dentistes, sur la recommandation de l'Office des professions du Québec, pour un mandat de deux ans à compter des présentes, en remplacement de M<sup>e</sup> André Matteau;

QUE le docteur André Vandal, dentiste, Régie de l'assurance maladie du Québec, soit nommé de nouveau membre fonctionnaire du comité de révision des dentistes, sur la recommandation de la Régie de l'assurance maladie du Québec, pour un mandat de deux ans à compter des présentes;

QUE la docteure Francine Lacroix, soit désignée de nouveau présidente du comité de révision des dentistes et que la docteure Chantal Lafrenière soit désignée vice-présidente de ce comité;

QUE le décret numéro 419-2005 du 4 mai 2005 concernant les règles sur les honoraires et les allocations des membres des comités de révision et les frais administratifs afférents à ces comités s'applique aux docteurs Francine Lacroix, Chantal Lafrenière, Suzanne Poirier, Matthieu Ménard, Louis Bélanger et de même qu'à M<sup>e</sup> Marie-Claude Landry.

*Le greffier du Conseil exécutif,*

GÉRARD BIBEAU

54366